

### Commerce extérieur

Lors de la séance du comité des finances, lundi soir, le ministre de l'Industrie et du Commerce a dit qu'il avait pris connaissance du rapport et qu'il ne pouvait en accepter les conclusions. Il m'a dit pourquoi. Selon lui, le secteur manufacturier canadien doit en effet résister à une forte concurrence, mais cela ne signifie pas qu'il faille perdre confiance en son avenir. Le ministre n'est donc pas pessimiste. C'est beau de ne pas être pessimiste, monsieur l'Orateur, mais il faut tout de même être réaliste. Le ministre de l'Industrie et du Commerce pêche à cet égard car malgré l'état actuel de l'industrie canadienne il se permet le luxe de demeurer optimiste quant aux résultats des négociations de Genève. Si ce débat pouvait effacer cette expression béate, suffisante et obtuse de son visage, s'il pouvait lui faire perdre son optimisme et son inertie, il aura été profitable. Pierre qui roule n'amasse pas mousse. Un ministre qui a la bougeotte n'adopte pas de nouvelles politiques.

**M. Hees:** En plein dans le mille.

**M. Crosbie:** Monsieur l'Orateur, non seulement il ne semble pas comprendre les problèmes de l'industrie, mais il ne fait rien pour les régler. Je peux citer deux exemples de l'attitude du ministre envers l'industrie canadienne. Voici ce que dit de M. Horner dans le *Globe and Mail* du 25 novembre dernier, le journaliste Ian Rodger, qui l'accompagnait à Bruxelles:

M. Horner a dit que ce qui inquiétait le plus les hommes d'affaires canadiens, c'était la perspective de voir augmenter les obstacles tarifaires au Canada à la suite des négociations de Tokyo, ce qui rendrait les importations plus compétitives, mais il n'a pas montré beaucoup de sympathie à leur égard.

Imaginez! Notre ministre de l'Industrie et du Commerce qui ne montre pas beaucoup de sympathie envers les hommes d'affaires canadiens. Plus loin, le journaliste rapporte les propos suivants de M. Horner:

L'homme d'affaires canadien n'est peut-être pas aussi au courant des fluctuations des marchés mondiaux que, disons, les Européens.

C'est une insulte gratuite aux hommes d'affaires canadiens que de prétendre qu'ils ne sont pas aussi au courant du marché mondial que les Européens. Le ministre ne semble pas avoir grande opinion de la sagacité de l'homme d'affaires canadien. En fait il a l'air de dire qu'il est stupide. Plus loin, à propos de la même interview, le journaliste dit ceci:

Il ne semble pas se soucier beaucoup des bouleversements qu'une plus grande libéralisation des échanges pourrait causer à l'industrie canadienne.

C'est du ministre de l'Industrie et du Commerce qu'il est question!

**Des voix:** C'est une honte!

**M. Crosbie:** Il ne s'inquiète pas des bouleversements que pourrait causer une libéralisation des échanges.

**Des voix:** Quelle honte!

**M. Crosbie:** Le 1,900,000 de travailleurs de l'industrie secondaire canadienne sont inquiets, eux.

**Des voix:** Bravo!

**M. Crosbie:** Ces travailleurs et les chefs d'entreprise sont inquiets.

**M. Hees:** Exact.

[M. Crosbie.]

**M. Crosbie:** Il cite ensuite le ministre:

C'est une drôle de situation. Elle risque de créer un certain bouleversement dans certains secteurs précis de l'industrie de fabrication, mais je prévois une croissance extraordinaire, car les pays du tiers monde ont besoin de notre technologie et de nos produits manufacturés. Je ne crois pas que notre industrie de fabrication en souffre autant que le croient beaucoup d'hommes d'affaires canadiens.

Le ministre est vraiment très confiant. Les pays du tiers monde et tous les autres pays du monde, l'Allemagne, le Japon, etc., se disputeront leur clientèle. Qu'est-ce qui nous fait croire que l'industrie canadienne est maintenant en mesure de faire meilleure figure que les Japonais, les Allemands et le Marché commun européen? L'emploi dans le secteur manufacturier est actuellement de 6.3 p. 100 en deçà de son point culminant en septembre 1974. Le ministre devrait s'en inquiéter. Il devrait tenter en l'occurrence d'accroître l'emploi dans le secteur manufacturier. Je n'ai pas le temps d'insister là-dessus, mais le ministre voyage tellement qu'il ne peut s'occuper des problèmes de l'entreprise canadienne.

Le Conseil canadien du commerce de détail et diverses branches de ce secteur demandent depuis un certain temps au ministre et à ses collaborateurs comment les importations de vêtements, textiles et produits de ce genre seront contingentées durant la deuxième moitié de 1978. Le Conseil a signalé au ministère que les détaillants doivent passer leurs commandes dix mois à l'avance. Ils doivent le faire dès maintenant, et ne peuvent attendre la décision jusqu'à la fin de décembre. Si cette décision se fait attendre plus longtemps, ils risquent de perdre des affaires, des marchandises et de l'argent. Le Conseil du commerce au détail a écrit de nombreuses lettres pour demander au ministre de prendre une décision à ce sujet. Et le Conseil lui a écrit, le 3 novembre, pour lui rappeler qu'il avait promis de prendre une décision en août. Jusqu'ici le ministre n'a pas répondu.

Quelle sorte de comportement est-ce là, monsieur l'Orateur? Les détaillants, des grossistes et même certains fabricants au Canada vendent des vêtements et des textiles. Ils réclament une décision au sujet des contingents pour la seconde moitié de 1978, mais n'arrivant pas à l'obtenir, ils s'inquiètent de la situation, même si le ministre lui, ne s'en inquiète pas. Il semble que celui qui dirige ce ministère devrait s'en inquiéter au plus haut point et trouver rapidement une solution. S'il est empêché d'agir en raison des négociations bilatérales que nous poursuivons avec d'autres pays—et qui ne semblent pas jusqu'à maintenant très fructueuses—ou pour toute autre bonne raison, qu'il le dise. Même dans ce cas, ce ne serait pas là un motif suffisant pour laisser tous nos détaillants dans l'expectative car ils ne savent pas s'ils doivent passer des commandes et importer des marchandises pour la seconde moitié de l'année 1978.

La première partie de la motion traite de notre situation industrielle actuelle. Je puis citer un certain nombre de sources, dont le *Globe and Mail* du 17 novembre, dans lequel M. Ronald Anderson, chroniqueur des affaires, déclare:

Les divers ministres de l'Industrie et du Commerce depuis environ six ans parlent régulièrement de mettre sur pied une stratégie industrielle pour le Canada, mais il n'y a jamais eu de résultat concret.

Plus loin, il ajoute:

Maintenant, M. Jack Horner, nouveau ministre de l'Industrie et du Commerce, revient à la charge et promet d'annoncer une sorte de stratégie industrielle d'ici la fin de 1978.